

Budget fédéral 2024

– K.C. Adams –

Intensification de la pénétration étrangère, surtout américaine, du Canada au détriment des Canadiens

- **Le budget consolide la position Canada en tant que zone de guerre**
 - **Hausse des paiements et des emprunts aux prêteurs mondiaux**
- **Le budget fédéral exploite la crise du logement pour payer les riches**
 - **L'écoblanchiment pour payer les riches**

La nécessité de trouver des alternatives à la domination américaine des institutions financières internationales

- **Certains développements dans la finance mondiale**
- **La dette mondiale et le montant insoutenable de la richesse sociale expropriée en intérêts et profits**

Budget fédéral 2024

– K.C. Adams –

Intensification de la pénétration étrangère, surtout américaine, du Canada au détriment des Canadiens

La vice-première ministre et ministre des Finances, Chrystia Freeland, a présenté le budget 2024 du gouvernement Trudeau le 16 avril 2024. Le budget fédéral ouvre davantage le pays à la pénétration des oligarques mondiaux et à l'intégration dans l'économie de guerre des États-Unis. Les dépenses militaires, l'explosion des paiements d'intérêts sur la dette fédérale, la mainmise des grands promoteurs sur la crise du logement et l'écoblanchiment qui consiste à payer les riches par l'entremise de subventions aux fabricants supranationaux de véhicules électriques et de batteries sont autant d'aspects significatifs de cette soumission aux riches du monde entier.

Il n'est pas surprenant que le budget n'ouvre aucune discussion sur une alternative à l'emprunt auprès de prêteurs privés et à l'imposition de paiements d'intérêts paralysants qui sapent la richesse sociale. De pair avec les milliards de dollars de dépenses pour la guerre, les paiements d'intérêts sont un poids énorme sur les comptes nationaux et dévorent de grandes quantités de la nouvelle richesse sociale produite par la classe ouvrière.



Cette orientation économique n'est pas viable et doit être changée par des politiques radicales telles qu'un moratoire sur le paiement des intérêts de la dette et l'arrêt des emprunts auprès des prêteurs privés. Des alternatives à cette orientation désastreuse doivent être discutées, comme faire du Canada une zone de paix avec un gouvernement antiguerre qui retire le pays de la machine de guerre et de l'économie américaines, et des emprunts internes sans intérêt au gouvernement lui-même pour couvrir les déficits, lesquels prêts sont garantis et ensuite remboursés dans les comptes nationaux au fur et à mesure que l'économie se développe et que la classe ouvrière produit de nouvelles richesses sociales. Une telle orientation, associée à un système bancaire public et à la fin de la pratique consistant à permettre aux banques privées d'augmenter la masse monétaire en prêtant plus que ce qu'elles possèdent dans leurs comptes, contribuerait grandement à résoudre l'inflation des prix qui affecte l'économie et la population.



Le budget consolide la position Canada en tant que zone de guerre

En contradiction avec les souhaits des Canadiennes et Canadiens qui veulent que le Canada soit une zone de paix et se donne un gouvernement antiguerre, le budget fédéral accroît l'intégration du Canada à l'économie de guerre des États-Unis et à leurs guerres d'agression partout dans le monde. Le gouvernement se propose d'augmenter les dépenses militaires et le financement des agences d'espionnage et des lignes d'approvisionnement qui acheminent le matériel de guerre vers les États-Unis. Des sommes considérables sont prévues pour l'expansion de l'OTAN et du NORAD, deux institutions qui entraînent les Canadiens et le Canada dans des guerres pour l'hégémonie américaine.



Le Cabinet du premier ministre présente un résumé des dépenses de guerre dans un document accompagnant le budget Freeland présenté le 16 avril. Le document intitulé : *Notre Nord fort et libre : une vision renouvelée pour la défense du*

Canada signale une augmentation des dépenses de guerre annuelles et des montants contractuels distincts pour consolider la position du Canada en tant que zone de guerre au service du militarisme américain et de la quête irresponsable de domination mondiale[1].

Extraits détaillant les dépenses de guerre :

« Environ 38 milliards de dollars sur 20 ans pour renforcer la défense de l'Amérique du Nord, renforcer le soutien du Canada à notre partenariat avec les États-Unis dans le cadre du NORAD et protéger notre souveraineté dans le Nord. »

Notez que la souveraineté du Canada est conditionnée à l'obéissance à l'impérialisme américain et à l'intégration dans son économie de guerre.

« 11,5 milliards de dollars sur 20 ans afin de financer la contribution du Canada à l'augmentation du budget commun de l'OTAN et d'établir un nouveau bureau régional à Halifax pour l'Accélérateur d'innovation de défense de l'OTAN pour l'Atlantique Nord. »

« 4,4 milliards de dollars sur 20 ans pour améliorer la cybersécurité du Canada en renforçant les capacités de cyberopérations et les infrastructures essentielles afin de résister aux cyberattaques.

« 3,8 milliards de dollars sur 20 ans pour acquérir de nouveaux systèmes d'armes essentiels, reconstituer les stocks de munitions et améliorer les systèmes numériques des FAC.

« 3,5 milliards de dollars pour renouveler et étendre l'opération REASSURANCE, qui est la plus importante mission des FAC à l'étranger et leur permet de contribuer aux mesures d'apaisement et de dissuasion de l'OTAN en Europe centrale et en Europe de l'Est. »

Les montants suivants sont destinés à prolonger la guerre par procuration des États-Unis en Ukraine dans le but de prendre le contrôle total de l'Ukraine ou de la détruire tout en affaiblissant la Russie. Il s'agit d'affaiblir la Russie en prévision de sa soumission et de son occupation par les forces des États-Unis et de l'OTAN en tant que puissance vaincue.



« Plus de 14 milliards de dollars de soutien total à l'Ukraine, dont 7,4 milliards de dollars de soutien financier immédiat et 4 milliards de dollars d'assistance militaire. 910 millions de dollars pour soutenir les opérations militaires en Ukraine, au Moyen-Orient et dans la région indopacifique.

« Un financement total de plus de 14 milliards de dollars pour soutenir l'Ukraine, notamment 7,4 milliards de dollars en soutien financier immédiat et 4 milliards de dollars pour de l'aide militaire.

« Un financement de 910 millions de dollars pour soutenir des opérations militaires en Ukraine, au Moyen-Orient et dans la région indopacifique.

Parmi les autres dépenses il y a :

« Le rétablissement d'une capacité de défense industrielle, y compris l'ajout de Chantier Davie, de Lévis, au Québec, comme troisième partenaire stratégique dans le cadre de la Stratégie nationale de construction navale, qui vise à renouveler la flotte canadienne et à protéger la souveraineté du Canada dans l'Arctique.

« Un financement de près de 1 milliard de dollars sur 20 ans pour appuyer le changement de culture et favoriser le mieux-être dans les Forces armées canadiennes, et apporter des modifications à la *Loi sur la défense nationale* permettant de formuler des recommandations clés qui feront progresser le changement de culture. »

« Un financement de plus de 11 milliards de dollars depuis 2015 pour améliorer les prestations aux vétérans des Forces canadiennes, y compris la bonification des mesures de soutien à l'éducation, à l'emploi et aux aidantes et aidants naturels, ainsi que l'instauration de la Pension à vie. »

« Un financement de 3,6 milliards de dollars pour neuf nouveaux aéronefs CC-330 Husky afin d'améliorer la capacité stratégique de transport et de ravitaillement air-air du Canada. »

« Un financement de 10,4 milliards de dollars pour l'achat d'au plus 16 aéronefs P-8A Poseidon, y compris l'infrastructure et la formation connexes, dans le but de renforcer la capacité de surveillance maritime du Canada et de contribuer à la mission d'alerte maritime du NORAD. »

« Un financement de 2,5 milliards de dollars pour la mise en place d'un système d'aéronefs télépilotes fournissant aux Forces armées canadiennes la capacité d'engager des cibles à distance dans des environnements complexes. »

« De plus, en juin 2022, le gouvernement a pris un engagement historique à investir dans la défense continentale et à moderniser le NORAD. »

« Un financement de 6,9 milliards de dollars pour moderniser les systèmes de surveillance du Canada, dont de nouveaux systèmes radars transhorizon dans l'Arctique et dans le cercle polaire et des systèmes améliorés de surveillance spatiale permettant d'avoir une meilleure connaissance de la situation sur le territoire canadien et des approches aériennes et maritimes. »

« Un financement de 6,4 milliards de dollars pour de nouveaux systèmes d'armes air-air à longue portée et à courte et moyenne portée afin de maintenir l'avantage opérationnel des chasseurs canadiens face aux menaces aériennes nouvelles et en évolution. »

« Un financement de 4,1 milliards de dollars pour de nouvelles capacités de commandement et de contrôle, notamment un centre d'opérations aérospatiales modernisé et des satellites de communications polaires améliorés. »

« Un financement de 15,7 milliards de dollars pour l'infrastructure et les capacités de soutien, y compris la modernisation des emplacements d'opérations avancés du NORAD dans le Nord canadien, notamment à Inuvik, à Yellowknife et à la baie Goose, et la nouvelle infrastructure pour les avions CC-330 et F-35. »

Les documents qui accompagnent le budget indiquent qu'un autre projet que le Canada continue de promouvoir sous le prétexte de défendre le flanc oriental de l'OTAN est l'« opération REASSURANCE ».

Ces documents nous apprennent que le premier ministre a annoncé que « le Canada élargira le groupement tactique de la présence avancée renforcée en Lettonie pour en faire une brigade dans le cadre de l'opération REASSURANCE. Le Canada contribue ainsi aux mesures d'assurance et

de dissuasion de l'OTAN en Europe centrale et orientale. » Pour respecter cet engagement, « le Canada accroît sa présence en Lettonie jusqu'à concurrence de 2 200 membres des Forces armées



canadiennes et acquiert de nouvelles capacités d'urgence cruciales, notamment : des systèmes de missiles antichars portatifs; des systèmes de défense contre les aéronefs sans équipage; des systèmes de défense aérienne portatifs ».

« Un financement de 1,4 milliard de dollars pour ces nouvelles capacités essentielles a été accordé pour la première fois en 2022, et un financement supplémentaire de l'enveloppe de 3,5 milliards a été annoncé en 2023 pour l'expansion de l'opération REASSURANCE. Les livraisons débiteront cette année. »

« Les capacités suivantes seront également fournies à la mission du Canada en Europe dans les mois à venir dans le cadre de l'expansion de l'opération REASSURANCE : plus de 100 véhicules tactiques légers; au moins 49 véhicules blindés d'appui lourds; des munitions de précision de défense personnelle; des infrastructures de communication et de surveillance améliorées. »

Note

1. Les documents en question sont : [Notre Nord fort et libre : une vision renouvelée pour la défense du Canada](#); [Notre Nord, fort et libre : Une vision renouvelée pour la défense du Canada](#) et le budget Freeland, qui annonce l'allocation de centaines de milliards de dollars à des fins militaires : [Chapitre 7 : Protéger les Canadiennes et les Canadiens et défendre la démocratie](#).



Hausse des paiements et des emprunts aux prêteurs mondiaux

Le budget fédéral 2024 témoigne de l'empressement du gouvernement Trudeau à profiter de son mandat pour consolider l'emprise de l'oligarchie financière sur le pays par l'augmentation des emprunts auprès des prêteurs mondiaux et en assurant le service d'une dette fédérale croissante et le paiement des intérêts[1].

Le déficit fédéral pour l'année budgétaire 2023-24 est de 43 milliards de dollars, alors que dans sa mise à jour de novembre la ministre des Finances Chrystia Freeland avait prévu un déficit de 36,4 milliards. Le nouveau budget prévoit également des déficits de 39,8 milliards de dollars pour 2024-25 et de 38,9 milliards de dollars pour 2025-26. Les paiements d'intérêts aux prêteurs pour cet exercice budgétaire sont estimés à 54 milliards de dollars, soit plus que le montant du Transfert canadien en matière de santé aux provinces. Les paiements d'intérêts devraient atteindre 63,4 milliards de dollars au cours de l'exercice 2028-29. La dette fédérale accumulée auprès des prêteurs mondiaux s'élève à plus de 1 400 milliards de dollars.

Les documents du budget offrent les détails suivants sur les sources des emprunts prévus et sur l'émission d'obligations d'État à l'oligarchie financière supranationale :

Le gouvernement prévoit émettre 172 milliards de dollars d'obligations en 2023-24. Il privilégie davantage les emprunts à court terme, les obligations à deux ans représentant 44 % du total des émissions.

Le montant total du principal que le gouvernement empruntera en 2024-2025 devrait s'établir à 508 milliards de dollars, dont 83 % représentent la portion qui sera utilisée pour refinancer la dette qui arrive à échéance (à un taux d'intérêt plus élevé, il convient de le noter). Le gouvernement propose de présenter des modifications à la Loi autorisant certains emprunts qui augmenteront sa limite totale d'emprunt.

Pour l'exercice 2024-2025, la taille des émissions brutes d'obligations sur le marché intérieur et de bons du Trésor (soit le programme d'emprunt sur le marché intérieur) s'élève à 500 milliards de dollars. Ce montant tient compte des besoins en refinancement de 414 milliards de dollars de dette arrivant à échéance, en plus des besoins financiers projetés de 102 milliards de dollars, incluant 30 milliards de dollars pour financer l'achat d'obligations hypothécaires du Canada, ainsi que d'une réduction des soldes de trésorerie de 16 milliards de dollars.

Le gouvernement a aussi l'intention d'emprunter l'équivalent de 8 milliards de dollars en devises, uniquement dans le but de financer ses réserves officielles de liquidités internationales.

Note

1. Voir tableaux A2.1 et A2.2

Tableau A2.1	
Sources et utilisations prévues et réelles des emprunts en 2024-2025	
en milliards de dollars	
Sources des emprunts	
À payer en dollars canadiens	
Bons du Trésor ¹	272
Obligations	228
Total à payer en dollars canadiens	500
À payer en devises	8
Total – Sources des emprunts	508
Utilisation des emprunts	
Besoins en refinancement	
À payer en dollars canadiens	
Bons du Trésor	267
Obligations	147
Titres sur le marché de détail	0
Total à payer en dollars canadiens	414
À payer en devises	7
Total – Besoins en refinancement	421
Besoins financiers	
Solde budgétaire	40
Opérations non budgétaires	
Régimes de retraite et autres comptes	-6
Actifs non financiers	5
Prêts, placements et avances	
Dont :	
Prêts à des sociétés d'État	42
Autres	6
Autres opérations ²	16
Total – Besoins financiers	102
Total – Utilisation des emprunts	523
Augmentation ou diminution (-) nette de l'encaisse	-16
Autres opérations de la dette non échue ³	0

Tableau A2.2

Variation de la composition de la dette contractée sur les marchés

en milliards de dollars, en fin d'exercice

	Données réelles 2020-2021	Données réelles 2021-2022	Données réelles 2022-2023	Données réelles 2023-2024	Projections 2024-2025
Obligations sur le marché intérieur ¹	875	1 031	1 038	1 086	1 146
Bons du Trésor	219	187	202	267	272
Dette extérieure	15	14	16	22	23
Total – Dette contractée sur les marchés	1 109	1 232	1 256	1 375	1 441



Le budget fédéral exploite la crise du logement pour payer les riches



Le gouvernement fédéral utilise la crise du logement pour enrichir les impérialistes engagés dans le financement, la construction, la vente et la location de logements et pour consolider leur position. Le budget fédéral 2024 prévoit 8,5 milliards de dollars pour divers programmes visant à payer les riches pour que les promoteurs construisent des logements à vendre ou à louer à des fins de profit privé.

Tout repose sur le fait que les entreprises privées construisent, vendent et louent des logements comme des marchandises à des fins lucratives. L'objectif de ces politiques est de servir les intérêts privés des promoteurs, et non de résoudre le problème du logement ou de garantir le droit au

logement. La participation publique se limite à financer des projets par le biais de subventions directes et de prêts à faible taux d'intérêt et en aidant les acheteurs individuels à rassembler suffisamment d'argent pour un acompte et à obtenir un prêt hypothécaire qui leur est offert par l'une des grandes institutions financières et garanti par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL).

Le budget Freeland, les discours correspondants et les présentations aux médias ne laissent aucune place à la discussion sur une nouvelle orientation prosociale pour résoudre la crise du logement. Une nouvelle orientation comprendrait la création d'une entreprise publique de construction, d'entretien, de financement et d'administration pour construire des logements à vendre ou à louer et à entretenir à des montants que les travailleurs peuvent se permettre, suivant un pourcentage maximum de leur revenu, disons 20 %. Aucune des politiques contenues dans le budget n'est nouvelle, elles continuent toutes à asservir le peuple et l'économie aux riches supranationaux. Elles ont toutes été utilisées auparavant sous diverses formes et n'ont pas rien fait pour résoudre le problème du logement.

Dans sa tentative de s'accrocher au pouvoir, le gouvernement libéral a décidé d'utiliser son mandat pour payer les riches à fond de train. Il y a une multitude d'énoncés de principe en matière de logement mais ce n'est pas pour s'attaquer au problème du logement, c'est pour servir les promoteurs privés et les banques, et c'est pour attirer des électeurs au Parti libéral. Les médias utilisent des expressions destinées à masquer la véritable intention des mesures, qui est de payer les riches et de consolider leur mainmise sur l'économie. L'élite dirigeante ne permet à ses représentants politiques que de servir ses intérêts privés et d'assurer le profit maximum d'une manière ou d'une autre.

Le logement est présenté comme une marchandise à acheter et à vendre pour le profit privé plutôt que comme une nécessité de la vie qui est un droit. En réclamant leur droit au logement, les citoyens remettent en question cette vision dépassée. Dans l'économie socialisée dans laquelle nous vivons tous, le logement à un niveau de culture moderne est un droit que la société et ses dirigeants ont l'obligation de respecter. Le concept néolibéral d'« à chacun de pourvoir à ses besoins » est un concept corrompu, antisocial et antinational.

Le logement ne doit pas être considéré comme une marchandise destinée à enrichir ceux qui possèdent et contrôlent l'économie socialisée. Le logement est un droit, un point c'est tout. Il ne dépend pas du revenu, des capacités ou de toute autre aptitude individuelle. La réalisation de ce droit est un projet que le peuple entreprend en défendant dans son propre intérêt et en s'organisant pour en faire une réalité. L'affirmation du droit au logement est un pas en avant dans l'affirmation de la personnalité démocratique et l'édification du Nouveau.

Toutes les mesures annoncées concernant le logement visent d'une façon ou d'une autre à enrichir les impérialistes qui considèrent le logement et tout ce qui s'y rapporte comme des marchandises à vendre pour servir l'intérêt privé. Elles empêchent le peuple d'affirmer concrètement que le logement n'est pas une marchandise mais un droit que la société doit garantir à chacun. Le budget



prévoit 8 524 millions de dollars de cadeaux aux impérialistes pour qu'ils s'enrichissent en utilisant le logement comme une marchandise, ainsi que des dizaines de milliards de dollars supplémentaires sous forme de prêts.



Manifestation contre les rénovictions, Waterloo, 2023

Parmi les politiques du budget qui visent à payer les riches et qui constituent également une tentative d'empêcher le peuple de s'organiser pour faire du logement un droit dans la pratique, citons les suivantes :

Limites de déductibilité des intérêts pour les logements construits expressément pour la location

Le budget introduit une exemption facultative des règles de limitation des intérêts excédentaires et des frais de financement pour certains intérêts et frais de financement engagés avant le 1er janvier 2036, à l'égard d'un financement sans lien de dépendance utilisé pour construire ou acquérir un logement locatif construit à des fins admissibles au Canada. Cette exemption s'appliquerait aux années d'imposition commençant le 1er octobre 2023 ou après cette date.

La limite du montant des intérêts et des frais de financement déductibles, généralement de 30 %, établie dans le budget fédéral de 2021 est supprimée, ce qui signifie que tous les intérêts et les frais de financement sont déductibles pour les projets admissibles.

Déduction pour amortissement accéléré (DPA) pour les logements locatifs construits à cette fin

Le budget prévoit une DPA accélérée de 10 %, une hausse par rapport au 4 %, pour les nouveaux projets admissibles de logements locatifs construits expressément pour la location dont la construction débute le 16 avril ou après cette date et avant le 1er janvier 2031, et qui sont prêts à être utilisés avant le 1er janvier 2036. Les biens admissibles comprennent les projets qui convertissent des biens immobiliers non résidentiels existants en un immeuble d'habitation ou qui ajoutent à une structure existante qui répond à la définition.

Un nouveau plan « terrains publics pour résidence privée »

Le budget vise à transformer des terrains publics en 250 000 logements. Cela comprend les propriétés de Postes Canada, les terrains de la Défense nationale et les immeubles de bureaux du gouvernement. Le programme sera financé par un nouveau financement de 15 milliards de dollars pour le Programme de prêts à la construction de logements.

Bâtir au Canada

Le programme « Bâtir au Canada » associe des prêts fédéraux à faible coût à des investissements provinciaux et territoriaux afin d'intensifier la construction de logements locatifs privés. Le programme fournit un complément de 400 millions de dollars au Fonds pour accélérer la construction de logements de 4 milliards de dollars afin d'augmenter la construction de plus de 750 000 nouveaux logements qui seront vendus au cours de la prochaine décennie.

Fonds de protection des loyers

Le budget prévoit le lancement d'un fonds de protection des loyers de 1,5 milliard de dollars afin d'accroître le parc de logements locatifs privés.

Il accorde des prêts et des contributions à des « organismes à but non lucratif et autres partenaires » pour racheter des unités de logement à leurs propriétaires actuels. Co-dirigé et cofinancé par le gouvernement fédéral et d'autres partenaires, le Fonds mobilisera des investissements et des financements provenant du secteur caritatif et du secteur privé, ce qui, selon le budget, a pour but de « protéger et développer le logement abordable ».

Fonds pour le logement abordable

Le budget prévoit 1 milliard de dollars pour le Fonds pour le logement abordable afin de construire des logements à vendre.

Vers un chez-soi

Le budget prévoit un financement supplémentaire de 1,3 milliard de dollars pour le programme « Vers un chez soi : la stratégie canadienne de lutte contre l'itinérance. *(Aucun détail n'a été fourni quant aux campements de tentes qui apparaissent partout et à la criminalisation de la pauvreté qui devient de plus en plus la norme – ndlr).*

Fonds canadien pour les infrastructures liées au logement

Le budget alloue 6 milliards de dollars sur 10 ans à des entrepreneurs privés pour améliorer l'infrastructure nécessaire au logement.

Le budget propose de rationaliser la reconnaissance des titres de compétences étrangers dans le secteur de la construction et de créer davantage de possibilités d'apprentissage afin d'aider les travailleurs qualifiés à construire davantage de maisons à vendre. *(Aucune mention n'a été faite du remboursement des pays étrangers qui ont payé pour l'éducation des travailleurs venant au Canada – ndlr.)*

Le budget garantit la suppression de la TPS sur les résidences étudiantes nouvellement construites.

Régime d'accession à la propriété

Le budget améliore le Régime d'accession à la propriété en augmentant la limite de retrait permis de 35 000 \$ à 60 000 \$ pour que les acheteurs d'une première maison puissent bénéficier des avantages fiscaux d'un REER.

La Charte hypothécaire canadienne permettra des amortissements sur 30 ans pour les acheteurs d'une première maison qui achètent des maisons nouvellement construites par des constructeurs privés avec des prêts hypothécaires accordés par de grandes institutions financières approuvées.



L'écoblanchiment pour payer les riches

En plus des subventions aux riches sur la question du logement, le budget fédéral 2024 prévoit 20,9 milliards de dollars pour enrichir les impérialistes sous le couvert de l'écoblanchiment de l'économie. Le budget comprend un mélange de crédits d'impôt à l'investissement et d'aides en espèces pour les riches afin qu'ils effectuent une transition vers des énergies à carbone réduit. Il prévoit un crédit d'impôt pour l'électricité « propre » d'une valeur de 6,3 milliards de dollars sur six ans et un autre d'une valeur de 5,6 milliards de dollars pour les projets liés à l'hydrogène. Un autre crédit d'investissement de 4,5 milliards de dollars est prévu pour les entreprises qui produisent des véhicules électriques et des batteries, et qui traitent des minerais critiques.

La taxe sur le carbone

La taxe sur le carbone, également connue sous le nom de prix du carbone, est un prix prélevé sur les émissions provenant de sources de carburants à base de carbone, qu'il s'agisse de charbon, de pétrole, de gaz naturel ou d'essence.

Les taxes sur le carbone, tout comme le système de plafonnement et d'échange et la commercialisation des crédits carbone, découlent de la loi de limitation et de la nécessité pour les gouvernements de « faire quelque chose » pour répondre à la préoccupation générale de la société civile concernant les changements climatiques. Dans le cadre du système impérialiste, « faire quelque chose » pour lutter contre les changements climatiques ne doit pas restreindre ou affecter les stratagèmes pour payer les riches, le caractère sacré de la propriété privée et l'objectif de profit maximum, ainsi que le maintien du contrôle sur les intérêts concurrents et les sources de matières premières et de main-d'œuvre bon marché. La charge de « faire quelque chose » est transférée aux citoyens d'une manière ou d'une autre.

Les experts se sont creusé les méninges pour trouver des solutions qui évitent d'empiéter directement sur le droit de la propriété privée de gouverner et de s'enrichir, mais qui font plutôt payer le peuple pour « faire quelque chose ». De cette manière, les impérialistes ne sont pas limités dans leur recherche du profit maximum ni indûment affectés par leurs concurrents, mais ils croient qu'ils peuvent donner l'impression que quelque chose est fait pour lutter contre les changements climatiques.

La taxe sur le carbone est un prix standard par tonne d'émissions d'équivalent CO₂ générée. Elle est entrée en vigueur au Canada à 20 dollars la tonne en 2019. Elle n'a cessé d'augmenter au cours des années qui ont suivi et devait passer de 65 à 80 dollars la tonne le 1er avril. Il est prévu qu'elle augmente encore de 15 dollars par an jusqu'en 2030, lorsqu'elle atteindra 170 dollars la tonne. À ce rythme, en 2030, le prix du carbone ajouterait près de 40 cents par litre d'essence à la pompe. La taxe spécifique sur le carbone varie en fonction de la quantité de dioxyde de carbone qu'un combustible libère lorsqu'il est brûlé. Le charbon, par exemple, libère plus de pollution par le carbone que le gaz naturel pour produire la même quantité d'énergie, de sorte que la taxe est plus élevée sur le charbon que sur le gaz naturel.

La taxe sur le carbone concerne 20 produits différents dont les prix varient en fonction de la quantité d'émissions de carbone. Ces différences nécessitent des calculs et des rapports détaillés sur la taxe, comme le montre ce *graphique* du gouvernement.

Le montant de la taxe sur le carbone payé par un acheteur dépend de la source de carburant utilisée : plus le carburant produit d'émissions, plus la taxe est élevée. La taxe sur les combustibles domestiques, par exemple, s'élève à 0,1738 dollar par litre. À l'heure actuelle, pour les combustibles domestiques, la taxe sur le carbone ajoute environ 9 % à la facture totale.

Les gouvernements ont conçu deux systèmes de tarification du carbone au Canada. Le Québec et certaines provinces ont leur propre système, tandis que le gouvernement fédéral a un système compatible. La taxe sur les carburants est une taxe sur le carbone prélevée sur l'essence et les autres carburants utilisés pour chauffer une maison ou alimenter un véhicule, par exemple. Un autre système s'applique aux utilisateurs industriels.

La taxe sur le carbone appliquée aux utilisateurs industriels est répercutée sur les produits de consommation. Toute taxe sur les moyens de production augmente le prix du marché pour l'acheteur en aval, à moins que l'entreprise concernée ne réduise ses bénéfices du montant de la taxe et ne maintienne le prix du marché pour la marchandise au même niveau. Cette situation serait exceptionnelle car la taxe sur le carbone s'applique à tous et n'affecte donc pas la concurrence puisque tous peuvent augmenter le prix en conséquence.

Pour les acheteurs de moyens de consommation, la taxe carbone a déjà été enterrée et transférée dans le montant, quel que soit le produit. En outre, le prix de la distribution des biens sera affecté et, compte tenu de l'augmentation des livraisons de biens par Internet, l'effet global sur les prix du marché de la consommation est significatif.

Le Canada qualifie son programme de « neutre sur le plan des recettes », car toutes les recettes sont reversées à la province où elles ont été perçues. Le gouvernement affirme que 90 % des recettes de la taxe carbone sont reversées aux ménages par le biais d'un programme de remboursement. Les 10 % restants seraient affectés à des programmes visant à aider les entreprises, les écoles, les municipalités et d'autres bénéficiaires de subventions à réduire leur consommation de combustibles carbonés.

Pour les particuliers, le montant de la taxe payée et du remboursement reçu dépend de multiples facteurs, ce qui affecte la neutralité de la taxe. Selon un modèle de Statistique Canada, 94 % des ménages dont les revenus sont inférieurs à 50 000 dollars ont reçu des remboursements supérieurs au coût de la taxe carbone en 2023.

Le rapport semble n'utiliser que la taxe sur le carbone sur les moyens de consommation et ne semble pas prendre en compte l'augmentation du prix de la taxe carbone qui peut être enfouie ou transférée dans la marchandise lors de son passage dans l'économie. Le tableau des montants du remboursement des droits d'émission de carbone pour 2024-25 peut être consulté [ici](#).

Même en prenant ces chiffres au pied de la lettre, il n'est pas exact de dire que la taxe est neutre en termes de recettes, car une importante bureaucratie est nécessaire pour calculer et gérer la taxe et les remboursements. L'ensemble de ces mesures et les subventions massives accordées aux entreprises supranationales pour qu'elles réduisent leur consommation de carbone reflètent les obstacles, l'irrationalité et la fraude nécessaires pour faire croire que l'on fait quelque chose contre les changements climatiques, mais sans restreindre le droit des propriétaires privés et impérialistes d'exploiter les travailleurs et la Terre Mère, et de faire tout ce qu'il faut pour imposer leur contrôle sur ce qui appartient à d'autres, à l'étranger.

Les opposants officiels à la taxe sur le carbone la décrivent comme une nouvelle ponction fiscale. Ils ne proposent pas d'alternative pour lutter directement contre les changements climatiques qui affecterait ceux qui possèdent et contrôlent l'économie. Cependant, la crise des changements climatiques doit être abordée et cela signifie que les citoyens doivent forcer ceux qui possèdent et contrôlent l'économie à s'attaquer directement et concrètement au problème en restreignant leurs actions, leurs profits, leur ingérence et leur contrôle sur d'autres à l'étranger. Les moyens frauduleux utilisés pour payer les riches ne sont pas destinés à atténuer, même de façon marginale, la crise climatique.

Lettre ouverte d'économistes en appui à la taxe sur le carbone

Pour soutenir la taxe carbone du gouvernement libéral, un groupe d'économistes canadiens ont rédigé une lettre ouverte dont la principale caractéristique est le refus d'affronter la réalité des changements climatiques avec objectivité. Ils sont coincés dans un monde qui est incapable de résoudre quel que problème que ce soit parce qu'ils font fi de la réalité que le peuple n'exerce aucun contrôle sur les décisions qui l'affectent. Ils ne reconnaissent pas que c'est l'humanisation de l'environnement social et naturel qui est le moteur du changement favorable au peuple et à l'environnement naturel, et non les capitalistes qui veulent accaparer le pouvoir, le contrôle et le maximum de profits.

Partant de leur conception du monde et de leur point de référence face aux intérêts privés d'une oligarchie qui possède et contrôle les principaux moyens des forces productives de l'économie, y compris le travail humain, les économistes sont incapables d'exposer la fraude de la taxe sur le carbone et de reconnaître la nécessité de changement. Ils refusent de voir ou même de reconnaître les possibilités d'une action effective pour lutter contre les changements climatiques. Ils choisissent même de faire l'éloge de la taxe sur le carbone, et ce, en dépit du fait qu'elle oblige essentiellement les citoyens à payer pour les torts faits par ceux qui possèdent et contrôlent l'économie et ne fait pratiquement rien contre les changements climatiques.

Dans l'optique impérialiste des économistes, qui guide le budget fédéral, et de l'opposition loyale, aucune alternative n'est possible, et certainement pas une alternative qui viole l'autorité basée sur le droit de propriété privée des moyens de production. Cela inclut le « droit de faire le profit maximum » pour grossir les fortunes personnelles et des pouvoirs déjà hypertrophiés.

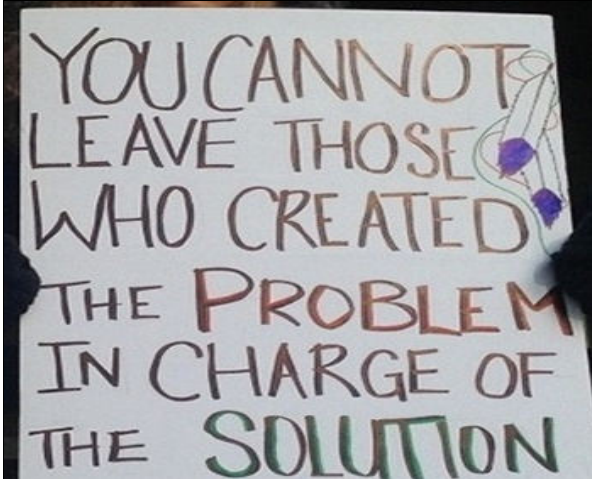
Partant du point de vue de ce regroupement d'économistes, ils dénoncent l'opposition à la taxe sur le carbone comme une opposition à un petit pas dans la lutte contre les changements climatiques causés par l'humain. Contraint par leur point de référence, leur argument se résume à dire que « la taxe, c'est mieux que rien ». Ils soutiennent que la taxe sur le carbone qui fait payer le peuple a au moins un petit impact sur les émissions de carbone dans une économie qui, en fait, nécessite un changement d'orientation, de forme, de contenu et d'autorité. Ils bloquent la reconnaissance et la prise de conscience du fait qu'une action audacieuse en opposition aux pouvoirs en place, un nouveau but et une nouvelle direction pour l'économie, beaucoup pourrait être fait pour inverser les conséquences lourdes d'une économie qui sert les guerres destructrices et la quête de pouvoir et de contrôle d'oligarques rivaux à l'échelle mondiale, et non pour les peuples et la Terre Mère.

La crise climatique est devenue un problème objectif qui ne peut être évité. Ceux qui possèdent et contrôlent l'économie et la politique officielle abordent nécessairement ce problème par la loi de la limitation, ce qui, dans leur vision anti-peuple, signifie forcer les gens à payer avec des impôts individuels, des coupes dans les programmes sociaux, un niveau de vie plus bas, des crises économiques récurrentes dans le cadre d'une économie de guerre insatiable fondée sur les stratagèmes pour payer les riches et des guerres sans fin.

La richesse sociale nécessaire pour apporter les changements nécessaires à la réduction des émissions de carbone est énorme. Les développements techniques et scientifiques des forces



productives humaines sont objectifs et si massifs qu'ils échappent au contrôle des oligarques, comme le prouve la crise climatique. Ce que les oligarques ne peuvent pas contrôler, ils cherchent à le détruire avec des guerres qui ont comme caractéristique de détruire les forces productives humaines, comme on l'a vu en Palestine, en Libye, en Irak et ailleurs. Poussés par leur besoin de protéger leurs intérêts privés dans une économie socialisée et interconnectée à l'échelle mondiale, ils ne peuvent pas apporter de solutions - ce qui nécessite de donner au peuple le pouvoir politique de gouverner et de décider.



Malgré la réalité d'une économie socialisée, les oligarques veulent que toute écologisation de l'économie se fasse en fonction de l'objectif étroit du profit privé et sans que leur richesse et leur pouvoir ne soient diminués. Ils insistent pour que le peuple paie pour tout changement, que le trésor public finance des stratagèmes pour payer les riches. Ces stratagèmes sont déjà bien avancés avec d'énormes fonds publics mis à la disposition des riches supranationaux pour qu'ils passent à la production, distribution et consommation d'énergie électrique renouvelable et avec des garanties en matière d'infrastructures bon marché, des lignes

d'approvisionnement et des moyens pour faire la guerre qui ne leur coûtent rien.

Les stratagèmes pour verser des milliards de dollars en subventions publiques aux cartels supranationaux privés qui produisent des véhicules électriques et des batteries sont déjà bien implantés. En outre, une nouvelle loi a déjà été introduite pour faire de toute perturbation du commerce et des lignes d'approvisionnement une infraction criminelle. Cette mesure aura pour effet de criminaliser les travailleurs et la défense organisée de leurs droits et de criminaliser ceux qui protestent contre la guerre, la destruction de la Terre Mère et la violation des droits, y compris ceux des peuples autochtones. Les lois visant à criminaliser la perturbation du commerce sont conçues pour rendre illégaux les syndicats et leurs actions de défense de la classe ouvrière et pour criminaliser l'activité politique qui n'entre pas dans une catégorie étroite jugée acceptable par les riches à l'échelle mondiale et leurs représentants dans le pouvoir d'État.

Pour les économistes de la taxe sur le carbone, le corollaire des stratagèmes pour payer les riches est de faire payer le peuple par une augmentation de l'imposition individuelle et une détérioration des programmes sociaux et du niveau de vie général. La richesse sociale produite par les travailleurs doit continuer d'être contrainte par l'objectif de payer les riches qui possèdent et contrôlent les principales composantes de l'économie, des subventions publiques qui leur sont accordées et des dépenses gouvernementales destinées à soutenir l'économie de guerre. Dans ce contexte, les oligarques au pouvoir cherchent à éliminer toute opposition à leur propriété privée, à leur contrôle et à leur droit de dépouiller, qu'elle vienne de personnes défendant leurs droits ou de concurrents.



Les oligarques au pouvoir cherchent à éliminer l'opposition des travailleurs et toute contrainte à l'expansion de leurs affaires dans le monde. Ils veulent amener continuellement de nouvelles régions sous leur contrôle pour accaparer des marchés à exploiter, saisir les ressources naturelles et acheter une capacité de travail bon marché. Il faut d'énormes dépenses pour que l'économie de guerre soit constamment en état de préparation et de croissance. Il faut consacrer une énorme partie

de la richesse sociale pour soutenir leurs opérations sur le territoire national et à l'étranger et c'est le peuple qui paie avec des mesures telles que la taxe le carbone, la réduction des programmes sociaux, l'inflation des prix et la baisse du niveau de vie.

Les oligarques refusent de renoncer à leur propriété et à leur contrôle de l'économie et de la politique, de changer la direction de l'économie en faveur d'une direction prosociale et de permettre à une nouvelle autorité du peuple de prendre le contrôle. Un changement pareil voudrait dire utiliser le produit social et la nouvelle valeur produite par les travailleurs non pas pour maximiser les gains privés et la guerre, mais pour desservir la population, pour développer l'économie et pour humaniser l'environnement social et naturel.

La lettre ouverte qui fait l'éloge de la taxe sur le carbone n'est pas rédigée par des économistes au sens scientifique du terme. Les signataires sont les porte-parole de l'élite dirigeante qui possède et contrôle l'économie. La lettre est de la désinformation et n'aborde pas les changements climatiques avec sérieux. Elle ne fait qu'alimenter le faux débat « pour ou contre la taxe sur le carbone » afin de détourner l'attention de ce qu'il faut faire pour humaniser l'environnement naturel et social.

Ces économistes ont de si belles choses à dire sur la taxe sur le carbone qu'on pourrait croire qu'ils en sont les concepteurs. L'idée d'une taxe sur le carbone est fermement ancrée dans la magie du marché, de la main invisible qui résout tous les problèmes. On présente même des statistiques sur la réduction des émissions, dans le style libéral classique, pour faire croire que ceux qui contrôlent l'économie et le pouvoir sont vraiment en train de s'attaquer au problème. C'est la prétention que pour réduire l'empreinte carbone il faut réduire le pouvoir d'achat des citoyens. Faire payer le peuple résout tous les problèmes, comme la fermeture des petites entreprises pendant la pandémie tout en permettant aux grandes entreprises de se développer et de s'emparer d'une plus grande partie de l'économie avec la faillite des plus petites était censé sauver l'économie. Ces gens refusent toujours de demander des comptes à leurs compagnons dans le crime qui possèdent les maisons de retraite privées et qui ont laissé les personnes âgées mourir en masse pendant la pandémie !



Les personnes les plus riches de la planète consolident leur richesse, leur pouvoir et leur contrôle de l'économie et des peuples du monde et sont engagées dans une frénésie guerrière. Les émissions de carbone dues à la guerre génocidaire menée par les États-Unis et les sionistes contre les Palestiniens et à la guerre par procuration menée par les États-Unis contre la Russie en utilisant les Ukrainiens comme chair à canon font plus de tort à l'atmosphère que la taxe sur le carbone ne pourra jamais compenser.

L'économie de guerre et les profiteurs du complexe militaro-industriel se remplissent les poches en profitant en partie de l'argent public collecté grâce à la taxe sur le carbone et celui détourné des programmes sociaux. Doit-on vraiment croire que la guerre est bonne pour l'environnement ? Vont-ils avoir des missiles et des bombardiers électriques surmontés de panneaux solaires et prétendre qu'ils sauvent la planète contre les changements climatiques ? C'est carrément de l'écoblanchiment. C'est d'une hypocrisie sans pareil.

L'imposition de taxes pour sous prétexte de s'attaquer au problème des changements climatiques est de l'écoblanchiment et cela montre que les richissimes qui contrôlent le pays n'ont pas du tout l'intention de s'attaquer directement au problème, car cela empiéterait sur leur pouvoir et leurs profits. L'objectif des grandes entreprises est de maintenir et d'étendre leur pouvoir, contrôle et profit et c'est un objectif en contradiction avec toute prétention de responsabilité sociale et environnementale. La taxe sur le carbone n'est qu'un moyen de plus d'escroquer le public en utilisant des mots à forte consonance. Ce sont ces mêmes oligarques qui s'opposent bec et ongles à

ce que le Canada devienne une zone de paix et qui, au contraire, augmentent les dépenses de guerre, les préparatifs de guerre et la guerre elle-même dans le monde entier, en s'intégrant pleinement dans les actions aventurières et destructrices de l'empire américain.

Aucune autorité populaire n'existe dans les structures politiques actuelles pour garantir que la science et le facteur humain soient placés au premier plan lorsqu'il s'agit de développement économique. Au lieu de cela, les intérêts privés étroits des oligarques mondiaux en lice influencent la manière dont la science et le trésor public sont utilisés et à quelles fins. La protection de leurs intérêts passe nécessairement par la poursuite des guerres, la destruction des forces productives humaines, les bouleversements économiques, le creusement du fossé entre riches et pauvres et la destruction de l'environnement social et naturel à l'échelle mondiale.

Faire l'éloge d'une taxe sur le carbone ou utiliser l'opposition à cette taxe pour promouvoir des ambitions politiques étroites, c'est être déconnecté de la réalité des peuples et du monde. Le soi-disant débat sur la taxe sur le carbone montre comment un programme officiel est lancé et promu à partir de bureaux privés, de salles de conseil d'administration et de sociétés de relations publiques, puis devient un sujet dans les médias de masse pour promouvoir tel ou tel parti politique ou telle et tel dirigeant, tout en détournant l'attention de ce qu'il faut réellement pour s'attaquer aux problèmes sociaux et naturels. Traiter sérieusement les problèmes sociaux et naturels implique de marcher sur les plates-bandes de ceux qui contrôlent et signifie intensifier les efforts actuels du peuple pour parler en son nom pour faire valoir ses droits et se donner les moyens de changer l'objectif et l'orientation de l'économie.

Les économistes ont rédigé leur lettre à la défense de la taxe sur le carbone du gouvernement fédéral pour faire payer le peuple dans les contraintes de la conception du monde et du point de référence impérialistes. Leur conception du monde les rend aveugles aux possibilités d'un changement en faveur d'un but et d'une orientation prosociale de l'économie. Les conditions objectives exigent un changement de l'autorité pour correspondre à la réalité socialisée. Cela peut être fait, cela doit être fait !



Maudits soient les partisans et les détracteurs de la taxe sur le carbone, qu'ils se nomment politiciens, économistes ou autres. Ce sont des propagandistes du statu quo et de ceux qui contrôlent et possèdent le pouvoir de priver. Il est temps de changer pour le Nouveau, d'investir le peuple du pouvoir d'exercer un contrôle sur l'économie et l'État, avec un gouvernement antiguerre dont l'objectif est de servir le peuple et la Terre Mère et d'humaniser l'environnement social et naturel.



**La nécessité de trouver des alternatives à la domination
américaine des institutions financières internationales**

Certains développements dans la finance mondiale

Il y a présentement plusieurs processus alternatifs de règlements financiers internationaux visant à éviter ou au moins à atténuer la domination impérialiste américaine. Les États-Unis utilisent leur contrôle des institutions financières internationales pour dicter leurs volontés et étendre leur

exploitation et leur oppression à l'échelle mondiale. Cette domination inclut l'utilisation de sanctions et de blocus comme armes de guerre non déclarée, comme le blocus de Cuba qui cause de grandes difficultés et souffrances aux Cubains et étouffe leur développement économique.

L'autre problème que beaucoup cherchent à résoudre est le flux mondial sans précédent de valeur nouvellement produite dans les poches des détenteurs de dettes, qui concentre la richesse et le pouvoir et prive les peuples des moyens de développer leurs économies et de résoudre leurs problèmes.

Les méthodes pour contrer les sanctions américaines, le contrôle financier, la militarisation du dollar américain et les niveaux d'endettement sans précédent comprennent la création de nouveaux mécanismes financiers dans le cadre des BRICS, qui regroupent les pays participants. Plus généralement, de nombreux pays sont déterminés à cesser de payer la dette existante aux institutions financières mondiales impérialistes, publiques et privées, et à développer de nouvelles méthodes pour mobiliser la richesse sociale en faveur du développement.

Les BRICS

Le regroupement de pays appelé BRICS a débuté en 2006 avec le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine, puis l'Afrique du Sud peu de temps après. D'ici 2024, le nombre de membres passera à neuf avec l'arrivée de l'Égypte, de l'Éthiopie, de l'Iran et des Émirats arabes unis, tandis que de nombreux autres pays manifestent leur intérêt. Les BRICS regroupent désormais près de la moitié de la population mondiale. L'organisation est considérée comme un contrepoids au G7 dominé par les États-Unis et comme un moyen de développer et de moderniser les économies sans l'ingérence du bloc impérialiste américain et de sa coterie de fidèles, dont le Canada.

Les délibérations du sommet BRICS 2023 en Afrique du Sud, qui s'est tenu du 22 au 24 août 2023, ont notamment porté sur la nécessité de préparer un système de paiement international alternatif pour contourner la Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication (Swift) dominée par les États-Unis et les autres moyens utilisés par les États-Unis comme armes de contrôle et de guerre. Les membres ont discuté de l'opportunité d'utiliser leurs monnaies nationales dans les transactions commerciales et financières au sein du groupe BRICS et avec d'autres partenaires commerciaux afin de contourner l'emprise du dollar américain. Cela implique la nécessité de renforcer les relations bancaires entre les pays des BRICS et d'autres pays pour les règlements en monnaie nationale, plutôt que de passer par Swift ou d'utiliser le dollar américain comme intermédiaire, ce qui finit toujours par siphonner la richesse sociale nécessaire et nier l'autosuffisance en matière de développement. L'utilisation mondiale du dollar américain comme principale monnaie de réserve et moyen de règlement est un facteur important de la capacité de l'impérialisme américain à accroître continuellement sa dette, à en assurer le service avec encore plus de dettes et à payer son armée mondiale massive, son système subversif d'ONG mondiales, à utiliser la corruption pour saper les autres, à organiser des changements de régime et à mener des guerres.

Les membres des BRICS souhaitent également améliorer et étendre le rôle de la Nouvelle banque de développement (NDB) en tant que mécanisme que les pays peuvent utiliser comme alternative aux emprunts internationaux auprès des institutions financières publiques et privées dominées par les États-Unis. Les emprunts mondiaux auprès des financiers impérialistes, avec les paiements d'intérêts accablants qui en découlent, sont devenus un énorme problème pour la communauté internationale.

Les membres des BRICS se sont mis d'accord en 2013 pour créer la NDB avec un engagement de 100 milliards de dollars en richesse sociale. La Chine a versé 41 milliards de dollars, le Brésil, l'Inde et la Russie 18 milliards chacun et l'Afrique du Sud 5 milliards. L'étendue de la domination

américaine est illustrée concrètement par le fait que la Nouvelle banque de développement des BRICS, bien qu'elle cherche à s'affranchir du contrôle des États-Unis, utilise toujours des dollars américains pour ses prêts et ses règlements. Dans ces conditions, la NDB et ceux qui traitent avec elle sont contraints d'acheter et de commercer en dollars américains et d'éviter les transactions avec les pays soumis à des sanctions par les États-Unis qui empêchent les tiers pays de commercer avec des pays sous sanction. La menace de telles sanctions ou de nouvelles sanctions est perçue comme un risque par les banques des pays BRICS. C'est particulièrement le cas à la suite des modifications apportées en décembre 2023 à l'Ordonnance exécutive 14024 des États-Unis. Ces amendements donnent au Trésor américain le pouvoir d'imposer des sanctions financières aux banques étrangères impliquées dans des transactions avec la Russie ou dans le commerce de biens figurant sur la liste que maintiennent les États-Unis pour le contrôle des exportations.

Dans ce contexte, les règlements globaux en monnaie nationale ne résolvent pas complètement le problème, car les autorités américaines exigent que ces transactions bancaires leur soient signalées, même si elles ne les concernent pas. Les paiements en monnaie nationale ne constituent donc qu'une solution partielle au problème du contrôle et des sanctions américaines. De plus en plus, de nombreux pays cherchent à établir des relations commerciales complètement en dehors du champ d'action de l'impérialisme américain, bien que cela comporte le risque d'être isolé de l'Europe continentale, des États-Unis et d'autres pays du Groupe des Cinq (États-Unis, Canada, Royaume-Uni, Australie et Nouvelle-Zélande), ainsi que des menaces américaines de changement de régime et d'attaques militaires.

La menace américaine est réelle à l'égard de la Russie, membre des BRICS, et d'autres pays tels que Cuba, l'Iran, le Venezuela et la République populaire démocratique de Corée (RPDC). Ils font tous l'objet de sanctions, de blocus et de menaces militaires de la part des États-Unis, comme l'actuelle guerre par procuration des États-Unis et de l'OTAN contre la Russie, qui utilise l'Ukraine comme un pion depuis sa prise de contrôle lors d'un changement de régime organisé par les États-Unis en 2014. Les États-Unis avertissent tous les autres pays d'éviter tout contact avec les pays visés, sous peine de subir des attaques similaires. Les menaces contre les BRICS augmenteront certainement avec l'adhésion prévue de l'Iran et d'autres pays. Le génocide américano-sioniste en Palestine est une tentative dépravée de mettre en garde tous les pays du sort qui pourrait leur être réservé s'ils osaient s'écarter du contrôle des États-Unis, mais la résistance mondiale à l'hégémonie américaine est de plus en plus forte. Bravant la situation, la résistance se montre capable de résister à la tempête.

Là où il y a de l'oppression, il y a de la résistance

L'opposition à la domination, au contrôle et à l'oppression des classes sociales est inscrite dans l'ADN de l'humanité. Le facteur humain/conscience sociale exige que les peuples soient investis du pouvoir de décider de leurs affaires et le progrès vers une existence libérée de la tyrannie et de l'oppression et du contrôle des classes sociales. Dans la pratique, les impérialistes se sont révélés inaptes à gouverner et peu enclins à renoncer à leur emprise sur le pouvoir sans y être contraints. Les peuples cherchent courageusement à s'émanciper et à mettre fin à l'impérialisme, à la guerre, à l'oppression de classe et à la ruine de la Terre Mère. Il s'agit d'harmoniser les rapports humains afin que les droits humains soient respectés.

Au minimum, des tentatives sont en cours pour trouver des solutions à la participation internationale à l'échange de fournitures médicales, y compris de produits pharmaceutiques, de nourriture, d'engrais et d'autres biens et services nécessaires, et pour trouver des alternatives au système actuel qui noie le monde dans la dette. Des moyens sont en cours d'élaboration pour régler le commerce international et s'entraider en vue d'un développement mutuel, à l'abri de la domination du dollar américain.



Marche pour la justice climatique, COP26, Glasgow, 5 novembre 2021

La présence d'une alternative à la domination et au contrôle financiers des États-Unis, telle que les BRICS, et l'héroïsme de Cuba, de la RPDC et d'autres pays indépendants sont autant d'exercices libérateurs pour l'humanité, qui permettent de renverser la vapeur en faveur des peuples partout dans le monde. Le prochain sommet des BRICS, leur 16e itération annuelle, aura lieu du 22 au 24 octobre 2024 à Kazan, en Russie, sous la présidence de la Russie.



La dette mondiale et le montant insoutenable de la richesse sociale expropriée en intérêts et profits

La nécessité d'un moratoire sur le paiement des intérêts de la dette publique et sur les emprunts de l'État auprès d'intérêts privés

En septembre dernier, la dette mondiale accumulée des gouvernements, des entreprises et des particuliers a atteint le niveau record de 307 400 milliards de dollars. La dette totale accumulée a bondi de 100 000 milliards de dollars par rapport à la décennie précédente.

L'expropriation des intérêts sur cette dette colossale a été aggravée récemment par une augmentation du taux d'intérêt moyen que les prêteurs exigent. Le taux d'intérêt sur la dette à l'échelle mondiale est maintenant calculé à une moyenne de 5,2 %, et il augmente à mesure que la dette existante est refinancée à des taux plus élevés.

Si l'on utilise 5,2 %, le profit annuel des intérêts expropriés sur la dette mondiale de 307 400 milliards de dollars est d'environ 16 000 milliards de dollars. Le montant exproprié en tant que bénéfice d'intérêts est prélevé sur la valeur sociale produite par les travailleurs. Les 16 000 milliards de dollars de richesse sociale nouvellement produite, expropriée en tant que profits d'intérêts, ne sont plus disponibles pour que les citoyens et les gouvernements puissent les utiliser pour le bien commun.

La dette mondiale de 307 400 milliards de dollars dépasse de loin la production mondiale annuelle de valeur sociale ou le produit intérieur brut (PIB) mondial estimé à 100 000 milliards de dollars pour 2023. L'économie impérialiste calcule la nouvelle production mondiale de valeur sociale ou

PIB comme une valeur d'échange aux prix du marché, et non comme une valeur d'usage à son prix de production. Seul le produit social vendu et réalisé sur un marché est considéré comme produit et digne de devenir un facteur du PIB à sa valeur d'échange. Le produit social mondial total pour 2023, après que ce que les travailleurs ont produit en tant que valeur d'usage a été annulé pour devenir une valeur d'échange, est calculé à environ 100 000 milliards de dollars. Si l'on déduit les bénéfices des intérêts du PIB total ou de la valeur d'échange de ce que les travailleurs produisent, il reste 84 000 milliards de dollars de richesse sociale. Ce montant est exproprié en tant que profit d'entreprise, profit de rente foncière, profit de la direction et profit du gouvernement, laissant le reste pour les revendications des travailleurs sous forme de salaires, d'avantages sociaux, de pensions et de programmes sociaux.

L'économie impérialiste tend à concentrer la richesse sociale entre les mains de sections privilégiées, principalement au cœur des terres coloniales exploiteuses des États-Unis, du Royaume-Uni et d'autres pays d'Europe et du Japon. La richesse sociale accumulée entre les mains de l'élite dirigeante cherche des endroits où mettre la valeur sociale expropriée dans le pays où elle se trouve et dans le monde entier pour obtenir un profit maximum et servir ses intérêts privés par d'autres moyens. Les sommes colossales qu'elle contrôle servent ensuite à augmenter la dette mondiale qu'elle détient et à investir dans son économie de guerre afin de défendre et d'étendre ses intérêts privés au pays et à l'étranger. La richesse sociale qu'elle contrôle sert à l'extraction des matières premières qu'elle recherche, à l'exploitation de travailleurs bon marché, à la production sociale et aux marchés pour produire et vendre le produit social que les travailleurs produisent.

Les impérialistes prêtent la richesse sociale qu'ils possèdent par l'intermédiaire d'institutions internationales qu'ils contrôlent comme le Fonds monétaire international et la Banque mondiale et, de plus en plus, par l'intermédiaire de cartels privés. Les prêts à l'échelle actuelle ont créé une situation où 16 000 milliards de dollars de richesse sociale sont immédiatement déduits de la nouvelle richesse sociale produite par les travailleurs. Les intérêts profitent aux ultra-riches pour favoriser leur domination, leur exploitation et leurs guerres et rivalités sans fin. Cette situation a aggravé les crises économiques récurrentes dans le monde entier et a aggravé les problèmes politiques, sociaux et naturels auxquels les peuples sont confrontés. Il faut y mettre un terme en tant que tâche immédiate du peuple révolutionnaire ! Un moratoire sur le paiement des intérêts doit être instauré pour survivre et toute nouvelle dette publique envers des intérêts privés doit être interdite !

Données de l'Institut de la finance internationale (IFI)

La dette mondiale a explosé ces dernières années pour atteindre le chiffre record de 307 400 milliards de dollars. L'IFI indique que la dette mondiale en dollars a augmenté de 10 000 milliards de dollars au premier semestre de 2023 et de 100 000 milliards de dollars au cours de la dernière décennie.

Les États-Unis, le Royaume-Uni, la France et le Japon sont responsables de plus de 80 % de l'augmentation de la dette. La dette fédérale du gouvernement américain a atteint 34 000 milliards de dollars à la fin décembre. Rien qu'en 2023, cette dette a augmenté de plus de 4 000 milliards de dollars. La Chine, l'Inde et le Brésil ont enregistré la croissance la plus prononcée des emprunts parmi les pays en développement.

La dette mondiale est maintenant d'environ 207 000 milliards de dollars de plus que le produit intérieur brut (PIB) annuel mondial de 100 000 milliards de dollars. Selon l'IFI, cela représente « 336 % du PIB mondial, alors que le ratio de la dette au PIB était de 110 % en 2012 pour les économies avancées et de 35 % pour les marchés émergents ».

Les paiements d'intérêts annuels pour le service de la dette mondiale ont atteint environ 16 000 milliards de dollars. Les paiements d'intérêts annuels du gouvernement américain au titre du service

de la dette ont maintenant dépassé les 1 000 milliards de dollars. Ces mille milliards de dollars en paiement d'intérêts sont inférieurs à ce que la plupart des autres pays auraient à payer sur une dette similaire, car les taux d'intérêt sont beaucoup plus élevés dans les pays en développement.

Les prêteurs qui détiennent la dette exproprient les intérêts de la valeur nouvelle que les travailleurs produisent, soit directement des entreprises où ils travaillent, soit de l'imposition par le gouvernement de la valeur nouvelle que les travailleurs produisent.

La dette mondiale se divise approximativement en trois parties. Les deux premières sont la dette publique et la dette des entreprises, qui représentent chacune deux cinquièmes du total, tandis que la dette des ménages constitue le cinquième restant.

Les intérêts privés exproprient pour leur propre usage et contrôlent les 16 000 milliards de dollars de profits d'intérêts et d'autres sommes considérables de la valeur nouvelle que les travailleurs produisent sous forme de profit d'entreprise, de profit de rente foncière et de profit de direction. Les gouvernements exproprient également la valeur nouvelle avec la fiscalité pour financer les stratagèmes pour payer les riches, des infrastructures bon marché pour les impérialistes, la bureaucratie gouvernementale et le service de la dette publique à des intérêts privés et pour payer pour la vaste économie de guerre et les guerres en cours. Ces montants de richesse sociale sous contrôle privé et impérialiste du gouvernement sont utilisés à des fins dictées par l'oligarchie au pouvoir pour étendre sa richesse privée, son contrôle et son pouvoir et financer son mode de vie privilégié.

Ces énormes sommes de richesse sociale ne sont pas disponibles pour que les gens les utilisent pour le bien commun et leur bien-être comme ils l'entendent dans l'intérêt public, pour résoudre les problèmes auxquels l'économie et la société sont confrontées et pour humaniser l'environnement social et naturel.

Pour changer la situation, il faut s'attaquer au problème du manque de pouvoir politique des travailleurs. Pour ce faire, il faut renforcer l'unité des travailleurs et s'organiser en tant que force sociale pour obtenir le pouvoir politique. Cela implique d'apprendre ensemble, par des actes individuels et collectifs, comment mener une lutte révolutionnaire pour faire avancer l'histoire au-delà de la domination impérialiste actuelle.

Ces actes de découverte sont déjà évidents dans les demandes et les réclamations faites par les travailleurs à la valeur qu'ils produisent ici et maintenant pour les salaires, l'augmentation des investissements dans les programmes sociaux, pour que les gouvernements arrêtent de payer les riches, se désengagent de l'économie de guerre, et commencent un moratoire sur le service de la dette gouvernementale et l'arrêt des emprunts gouvernementaux auprès d'intérêts privés.

Ces actes individuels et collectifs des travailleurs de découvrir impliquent de s'organiser et de s'éduquer sur la façon de préparer les conditions subjectives de la révolution afin de mettre en place des formes démocratiques modernes économiques et politiques qui leur permettront de gouverner directement toutes les affaires qui affectent leur vie, la société et l'ensemble de l'humanité.

